

Régionales 2015 - Sécurité dans les transports : Péresse et Bartolone sur les mêmes rails

Davantage d'agents, avec de nouveaux pouvoirs, sous un même uniforme et une attention portée aux femmes : les candidats PS et LR sont sur la même longueur d'onde.

SOURCE AFP

Publié le 05/11/2015 à 12:07 - Modifié le 05/11/2015 à 15:36 | Le Point.fr



[ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€ \(HTTP://ABO.LEPOINT.FR/\)](http://abo.lepoint.fr/)

Plus d'agents, avec de nouveaux pouvoirs, sous un même uniforme et une attention portée aux femmes : Valérie Péresse (</tags/valerie-pecresse>) (Les Républicains (</tags/les-republicains>)) et Claude Bartolone (</tags/claude-bartolone>) (PS), candidats aux régionales en Ile-de-France, proposent les mêmes remèdes pour rassurer les voyageurs, sur un sujet habituellement clivant. En matière de sécurité, « je n'aurai aucun tabou ». Dès son premier meeting de campagne, à Créteil (Val-de-Marne) en juin, le candidat socialiste avait prévenu : il ne se laissera pas distancer sur ce terrain par sa principale rivale à droite.

Valérie Péresse et Claude Bartolone, qui ont chacun fait des transports leur axe de campagne, ont usé de leurs casquettes respectives de députée et de président de l'Assemblée nationale pour se marquer de près. Alors qu'une proposition de loi de l'élue des Yvelines, prônant la « tolérance zéro contre la fraude », traîne dans les cartons depuis mai, le titulaire du perchoir a obtenu qu'une autre proposition, sur le même thème mais défendue par le député PS de Gironde Gilles Savary, soit débattue fin novembre.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve s'est chargé lui-même de dérouler mi-octobre devant la presse l'arsenal répressif que contiendra le texte, dont l'adoption est espérée au printemps. Parmi les mesures - fouilles de bagages et « palpations de sécurité » par les agents de sûreté SNCF et RATP, patrouilles en civil généralisées, fraude d'habitude constituée dès la 5e infraction au lieu de la 10e -, nombreuses sont celles déjà réclamées dans un courrier adressé fin août par Valérie Péresse à... Bernard Cazeneuve, après l'attaque du Thalys.

« Hollande et Valls tentent de sauver le soldat Bartolone d'un fiasco électoral. Ce ne sont que des déclarations d'intention pour muscler artificiellement l'indigence de ses propositions », s'agace Geoffroy Didier, porte-parole de Valérie Péresse. « Je suis très heureux que le débat - loi Savary - ait lieu avant les élections régionales », a glissé pour sa part Claude Bartolone, lors de la présentation de son projet.

Arrêt à la demande pour les femmes

Pour le reste, les deux candidats ont coché les mêmes cases : des renforts humains, des agents de sûreté SNCF (Suge) et RATP (GPSR) regroupés dans un même corps et des dispositifs en faveur des femmes, plus sujettes au sentiment d'insécurité que les hommes. Sur le premier point, l'équipe Péresse promet le recrutement de 250 agents tandis que Claude Bartolone n'avance aucun chiffre, mais s'engage sur « une présence humaine renforcée à partir de 21 heures » et « un agent de sûreté dans tous les Noctiliens ».

Des moyens humains réclamés de longue date par les syndicats, même si le prochain contrat passé avec le Stif, l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France, prévoit déjà des renforts à compter du 1er janvier. « Actuellement, notre service de nuit réunit 60 personnes. Après 2 heures du matin, il n'y a plus que 30 agents pour toute l'Ile-de-France. On aurait besoin d'être 150 ou 200 », explique

Franck Barrault, délégué central Sud-RATP, premier syndicat chez les agents GPSR.

Les représentants des 740 agents Suge Transilien et 1 250 agents GPSR sont en revanche beaucoup plus sceptiques sur la fusion de leurs effectifs. « On n'a pas la même formation, les attentes de nos clients ne sont pas les mêmes et on tient à notre statut de cheminot », résume un conseiller sûreté Suge, de l'Unsa ferroviaire. « Qui commandera, comment on se coordonne ? Aucun candidat n'est venu aborder le sujet avec nous », abonde Franck Barrault.

Quant à la sécurité pour les femmes, c'est un copié-collé entre les deux programmes qui préconisent l'arrêt à la demande pour les bus de nuit et des systèmes d'alerte discrets par SMS ou des applications de géolocalisation. Et même quand l'un des deux camps tente de cliver, la flèche manque sa cible. Ainsi, Nadège Azzaz, tête de liste PS dans les Hauts-de-Seine, se dit « résolument contre la proposition de Valérie Pécresse de réserver un wagon pour les femmes ». L'idée, qui avait fait polémique lors de la précédente campagne en 2010, n'a cette année pas été évoquée par la candidate Les Républicains.